

Dimanche 18 décembre 2005

Où négocier les mesures commerciales en faveur du développement ?

Les ONG françaises de solidarité internationale expriment leur profonde déception en réaction à la déclaration finale de la conférence ministérielle réunie à Hong Kong du 13 au 18 décembre. Ce texte évacue les questions vitales pour les 3 milliards de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour. Avec d'autres, Coordination SUD affirmait : « Pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord ». Au terme du processus de négociation un mauvais accord a été conclu.

Contact presse :

A HONG KONG
Fabrice Ferrier

Tél. :
+852 64 03 15 87
ferrier@coordinationsud.org

A Paris :

Sandrine
Auneau-Berret
Tél. 01 44 72 87 14
info@coordinationsud.org

www.coordinationsud.org

Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises, analyse le projet de texte ministériel avec consternation. Il ne comprend aucune mesure permettant de lutter contre les causes du sous-développement. En proposant comme seule solution la libéralisation des marchés agricoles, des services et des biens industriels, le projet de déclaration ministérielle évacue d'un trait les attentes formulées par les ONG en faveur d'une régulation des échanges mondiaux. Le « paquet développement » confond développement et accès au marché et comprend surtout des promesses de financement.

Sur le coton, question emblématique de ces négociations et cruciale pour des millions de paysans africains, les pays concernés n'ont obtenu aucune avancée sur la question centrale des aides internes dont bénéficient les producteurs américains.

Sur l'ensemble du dossier agricole, les subventions européennes à l'exportation devraient disparaître d'ici 2013 et les différentes formes d'aide à l'exportation utilisées par les autres pays (crédits à l'exportation, aide alimentaire non humanitaire...) devraient être encadrés par des disciplines qui restent à définir. Malheureusement, rien n'est dit dans ce texte sur les paiements contracycliques dont bénéficient les producteurs américains.

Principale satisfaction dans ce document, la mention faite aux Produits Spéciaux et au Mécanisme de Sauvegarde Spéciale, soutenus par le G33 et le G20. Avec les Produits Spéciaux apparaît en effet une préoccupation de prise en compte dans l'accord commercial de la sécurité alimentaire, de la garantie des moyens d'existence et du développement rural. Cependant les modalités restent à négocier.

Pour Coordination Sud ces quelques avancées ne permettront ni d'assainir les marchés mondiaux ni de lutter contre le déclin et la volatilité des prix des produits agricoles, dénoncés par l'ensemble des mouvements paysans de la planète.

Dans ce contexte les gouvernements des pays en développement doivent avoir le droit de protéger leurs marchés agricoles. Au contraire l'organisation minutieuse d'une guerre agricole mondiale ne peut qu'entraîner des crises profondes des paysanneries qui regroupent encore près de la moitié de l'humanité. Les ONG se demandent donc dans quelle enceinte ces véritables négociations pourraient être engagées.

Coordination SUD fédère 120 ONG d'appui au développement et d'Action humanitaire.
www.coordinationsud.org